

sentir pour cela les plus grands efforts possibles. J'aurais voulu que le premier ministre fit aujourd'hui un appel plus entraînant aux Canadiens afin de les rallier tous à la grande cause. La session tire à sa fin. Nous ne nous réunirons pas avant plusieurs semaines. Il pourra se passer bien des choses dans cet intervalle, et il me semble que le premier ministre n'a vraiment pas dit tout ce qu'il fallait pour rallier le peuple canadien et l'engager à redoubler d'efforts. Je désire joindre ma voix à celle du premier ministre pour engager les ouvriers non seulement à accorder leur sympathie à la cause que nous défendons mais à travailler plus énergiquement à la faire triompher. Je suis certaine que, si le premier ministre voulait confirmer ses belles paroles par quelques actes, le peuple canadien se rendrait compte plus tôt de la nécessité de redoubler d'efforts.

Certains gens dans notre pays ont été fort étonnés de ce que le premier ministre, qui s'est prononcé en faveur de notre adhésion au pacte de sécurité collective, n'ait pas, comme il aurait pu le faire, noué des relations diplomatiques régulières avec le nouvel allié de la Grande-Bretagne. Pourquoi notre pays reste-t-il sans relations diplomatiques ou commerciales avec la Russie? Je profite de cette occasion pour demander au Gouvernement, au nom de plusieurs milliers de nos concitoyens canadiens, d'étudier la possibilité de nouer de telles relations aussitôt que possible. Le peuple canadien sera alors mieux en mesure de savoir quelle aide nous accordons à la Russie.

Je crois pouvoir dire en outre que notre gouvernement rassurerait beaucoup le peuple canadien en se débarrassant du représentant de Vichy. Je n'ai rien à dire contre ce personnage, mais je sais, comme des milliers de Canadiens le savent, que le gouvernement de Vichy n'a aucune amitié pour nous. Il est indubitable que ce gouvernement a pris parti pour l'agresseur allemand. Pourquoi tolérons-nous la présence d'un ennemi dans nos murs? Autant que je sache, nous n'avons aucune raison de le faire. Si la Grande-Bretagne désire la présence d'un représentant de Vichy quelque part, qu'elle le fasse venir chez elle. Nous n'en voulons pas au Canada. J'affirme que plus nous nous empresserons de nous débarrasser de ce personnage, plus le peuple canadien sera encouragé à poursuivre la besogne qu'il doit accomplir. Je trouve fort regrettable que le représentant de Vichy reste ici; nous ne voulons pas qu'il enseigne à notre ministre de la Justice des procédés de répression comme ceux qui sont en honneur à Vichy.

Je désire aussi que le Gouvernement s'occupe davantage, d'ici à la prochaine session,

[Mme Nielsen.]

du sort de nos cultivateurs de l'Ouest, ainsi que l'honorable député de Weyburn l'en a prié. Les honorables députés savent déjà que les syndicats du blé de l'Ouest ont formulé un programme en quatre points qui a reçu l'appui de tous les groupes de la population de l'Ouest, à quelque parti politique qu'ils appartiennent. Après avoir formulé ces quatre demandes fort modérées, les syndicats du blé les ont respectueusement soumises au Gouvernement. Toutefois, lorsque le ministre de l'Agriculture a répondu par la radio aux syndicats du blé, il a dit des choses qui ressemblaient beaucoup à une rebuffade. Je dois dire aussi que le silence profond qui enveloppera les Prairies cet hiver ne sera pas plus lugubre que les pensées de découragement auxquelles se livreront nos gens. Le vent glacial qui soufflera sur les Prairies cet hiver ne sera pas aussi déprimant que les réflexions amères que feront les gens des Prairies en se voyant traités injustement.

L'autre soir, l'honorable député de Melfort a décrit la situation qui existe dans sa circonscription. Les choses sont mêmes pires dans la partie de la Saskatchewan où j'habite car nous avons souffert de la sécheresse cet été. J'ai remarqué certaines listes publiées dans un des journaux de la ville de North-Battleford. J'ai examiné ces listes avec une ou deux autres personnes, et j'ai constaté que dans trois municipalités du voisinage de North-Battleford il n'y a pas moins de 660 fermes qui devront, vers le 1er décembre, être grevées d'hypothèques pour défaut de paiement des taxes si les arriérés ne sont pas réglés. Cela démontre assurément combien notre politique agricole est condamnable. Je ne saurais trop insister sur le devoir qui incombe au Gouvernement de chercher quelque moyen de répartir également les sacrifices entre l'Est et l'Ouest, afin que les gens de l'Ouest puissent être mieux en mesure de poursuivre l'exploitation de leurs fermes.

Je désire faire une autre remarque au sujet de l'intensification de l'effort de guerre du peuple canadien. J'ai traité brièvement ce sujet cet après-midi lorsque j'ai parlé de ceux de nos chefs ouvriers et anti-fascistes qui sont internés dans notre pays. Chacun a comme moi, droit à son opinion sur le compte de ces gens. Un des avantages d'une démocratie, c'est que chacun est libre de penser comme il lui plaît. Mais nous pouvons tous convenir, je n'en ai pas l'ombre d'un doute, que certains de ces hommes qui gisent aujourd'hui dans des camps d'internement pourraient faire plus que quiconque pour encourager certains éléments de la population ouvrière à appuyer l'effort de guerre. Tant que ces chefs resteront détenus dans les camps d'internement,